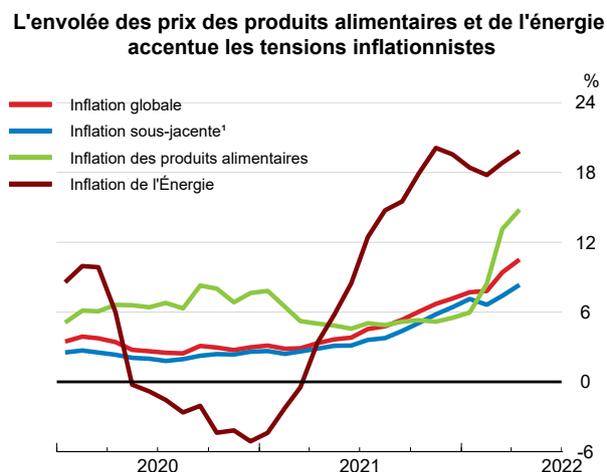
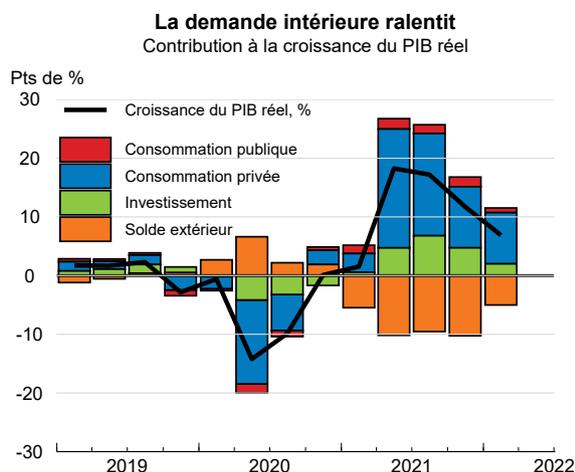


# Chili

La croissance devrait ralentir sensiblement pour s'établir aux alentours de 1.4 % en 2022 puis de 0.1 % en 2023. L'inflation élevée, le resserrement des conditions financières et le démantèlement des mesures budgétaires exceptionnelles pèseront sur la consommation des ménages. Le durcissement des conditions financières et l'incertitude entourant la nouvelle Constitution freineront probablement l'investissement des entreprises. L'inflation globale se modèrera en 2023, mais restera forte en raison de l'effet induit sur les prix de l'énergie par l'embargo de l'Union européenne (UE) sur le pétrole russe.

La préservation de la viabilité des finances publiques dépendra de la mise en œuvre de l'ambitieux programme d'assainissement prévu. La lenteur du redressement de l'emploi et la hausse des prix mondiaux des produits alimentaires et de l'énergie imposeront d'apporter une aide budgétaire ciblée et temporaire aux ménages les plus vulnérables. Une réforme budgétaire destinée à remédier à la faiblesse structurelle des recettes publiques du Chili et au manque de progressivité de son système fiscal est nécessaire pour satisfaire des besoins infrastructurels et sociaux urgents. Une hausse de l'investissement dans les énergies renouvelables, couplée à une accélération de l'arrêt progressif de la production d'électricité à partir de charbon, peut contribuer à réduire la dépendance énergétique du Chili et le coût de l'énergie. La banque centrale devrait continuer à durcir sa politique afin que l'inflation revienne au niveau de son objectif, mais à un rythme moins rapide, compte tenu du ralentissement économique.

## Chili



1. Indice des prix à la consommation (IPC) hors énergie et produits alimentaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111 ; CEIC ; et Institut national de statistique (INE, *Instituto Nacional de Estadísticas*).

## Chili : Demande, production et prix

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Chili</b>	Prix courants milliards de CLP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2018)				
<b>PIB aux prix du marché*</b>	189 611.1	0.7	-6.2	11.9	1.4	0.1
Consommation privée	117 576.3	0.8	-8.2	20.5	1.2	-1.5
Consommation publique	28 144.8	0.5	-4.1	10.4	7.2	0.2
Formation brute de capital fixe	43 456.1	4.7	-9.7	18.0	-1.0	-0.4
Demande intérieure finale	189 177.3	1.7	-8.0	18.3	1.4	-1.0
Variation des stocks <sup>1</sup>	2 693.2	-0.7	-1.6	3.1	1.2	0.0
Demande intérieure totale	191 870.5	0.9	-9.4	21.8	2.5	-1.0
Exportations de biens et services	53 881.8	-2.5	-1.2	-1.5	1.3	1.8
Importations de biens et services	56 141.2	-1.7	-12.8	31.2	5.7	-1.3
Exportations nettes <sup>1</sup>	-2 259.4	-0.2	3.5	-8.9	-1.4	1.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.6	8.7	7.6	8.3	4.8
Indice des prix à la consommation	—	2.6	3.0	4.5	9.0	5.2
Déflateur de la consommation privée	—	1.8	4.3	5.3	9.4	5.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	7.2	10.7	8.8	8.2	8.1
Solde de l'administration centrale (% du PIB)	—	-2.9	-7.3	-7.6	-2.8	-1.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-5.2	-1.7	-6.5	-7.8	-5.7

\* Basé sur des données trimestrielles corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés; peut différer des données annuelles officielles qui n'incluent pas de corrections pour les jours ouvrés.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/pmxeho>

## L'économie a ralenti après une reprise rapide

Après avoir dépassé son niveau d'avant la pandémie de 8 % en 2021, sous l'effet de la vigueur de la consommation des ménages, l'activité économique s'est contractée au premier trimestre de 2022. Les ventes au détail ont reculé et le climat économique s'est dégradé pendant les premiers mois de l'année, les services ayant contribué à la croissance, parallèlement à la reprise des activités économiques qui avaient été suspendues. Le marché du travail s'est redressé, même si les taux d'emploi et d'activité restent en deçà de leurs niveaux d'avant la pandémie. Le taux de chômage a augmenté cette année pour atteindre 7.7 % en avril, davantage de personnes ayant réintégré la population active.

Les effets indirects de la guerre en Ukraine se font déjà sentir sous la forme d'une hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires. Ils viennent s'ajouter aux tensions inflationnistes qui découlent de la vigueur de la demande de consommation, alimentée par les retraits exceptionnels dont on fait l'objet des organismes de retraite et par les aides au revenu liées à la pandémie accordées aux ménages. En outre, la monnaie s'est dépréciée sur fond d'incertitude politique dans le pays, ce qui a porté les anticipations d'inflation pour les deux prochaines années au-dessus de l'objectif d'inflation fixé à 3 % par la banque centrale. En rythme annuel, la croissance des salaires s'est établie à 7.4 % en mars, sous l'effet des problèmes d'inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail, même si cette variation correspondait en termes réels à un recul de 2 %. La hausse des cours du cuivre pourrait stimuler la production et l'investissement dans l'industrie minière, mais ces effets sont largement compensés par l'augmentation des prix de l'énergie, ce qui se traduit par une dégradation des termes de l'échange.

## Les politiques monétaire et budgétaire deviennent plus restrictives

Les autorités se sont engagées, à juste titre, à mettre en œuvre un ambitieux programme d'assainissement des finances publiques et suppriment progressivement les mesures de relance budgétaire liées au COVID-19. Elles entendent ramener le déficit structurel du secteur public de 11 % du PIB en 2021 à 3.3 % en 2022, puis le réduire de 0.75 point de PIB par an jusqu'en 2026, conformément à la règle budgétaire, afin de stabiliser la dette aux alentours de 44 % du PIB. Le gouvernement a récemment approuvé un train de mesures budgétaires en vue d'atténuer les effets des cours élevés du pétrole *via* une augmentation des aides aux ménages et aux entreprises et de soutenir l'emploi et les petites et moyennes entreprises (PME) dans les secteurs à la traîne. Les pouvoirs publics ont revu à la hausse le montant des transferts monétaires ciblés afin de réduire l'impact de l'inflation sur les ménages vulnérables. La politique monétaire est devenue restrictive, après plusieurs hausses successives du taux directeur qui l'ont porté à 8.25 % en mai. Il devrait de nouveau être relevé, quoique plus modestement, pour atteindre 9.4 % cette année, puis demeurer stable jusqu'à la fin de 2023.

## La croissance économique restera faible compte tenu de l'environnement incertain

Le démantèlement progressif des mesures de relance budgétaire, une baisse des salaires réels provoquée par de fortes tensions inflationnistes et un resserrement monétaire pèseront sur la croissance économique en 2022 et 2023. L'investissement privé devrait rester faible, étant donné l'incertitude qui entoure la nouvelle Constitution et la hausse des taux d'intérêt. L'emploi retrouvera progressivement son niveau d'avant la pandémie, grâce aux aides actuelles à l'embauche, mais l'emploi informel demeure un sujet de préoccupation. L'inflation devrait s'atténuer compte tenu du ralentissement de l'économie, mais restera forte en raison du niveau élevé des prix de l'énergie lié à l'embargo de l'UE sur le pétrole russe. Un des risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions réside dans un brusque changement de perception sur les marchés financiers mondiaux, qui pourrait accroître les coûts de financement, creuser le déficit des paiements courants et affaiblir encore la monnaie chilienne. Une dépréciation du peso pourrait faire monter l'inflation, mais l'ampleur des réserves de change permettra d'en atténuer les effets plus graves. L'inflation pourrait être plus élevée que prévu si les tensions inflationnistes liées aux prix de l'énergie et des produits alimentaires sont plus durables qu'on ne s'y attend. Un ralentissement plus prononcé en Chine, principal partenaire commercial du Chili, pénaliserait l'investissement et la croissance. À l'inverse, une augmentation prolongée des cours du cuivre et une résolution plus rapide qu'on ne l'anticipe des difficultés d'approvisionnement à l'échelle mondiale constituent des risques à la hausse.

## Améliorer la sécurité énergétique et renforcer la productivité devraient être des priorités

La richesse du Chili en sources d'énergie renouvelables représente un potentiel d'exportation considérable. Une hausse de l'investissement dans les énergies renouvelables, couplée à une accélération de l'arrêt progressif de la production d'électricité à partir de charbon, peut contribuer à diversifier l'économie et à renforcer la productivité, tout en réduisant la dépendance énergétique du Chili et le coût de l'énergie. La récente Stratégie nationale de l'hydrogène vert est susceptible de décarboner l'économie, en particulier l'industrie minière. Pour assurer un financement suffisant des dépenses sociales et d'infrastructures, il faudra accroître les recettes fiscales en réduisant encore la fraude fiscale, en augmentant les impôts sur le patrimoine ainsi que les taxes liées aux émissions de CO<sub>2</sub> et en élargissant l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Renforcer la concurrence, encourager l'adoption des technologies numériques et réduire la complexité des procédures réglementaires se traduiraient par des gains de productivité nécessaires et renforceraient la croissance potentielle. Un enseignement public et une formation professionnelle de meilleure qualité atténueraient les conséquences de la pandémie et réduiraient les inégalités. Renforcer les allocations de chômage et élargir la portée des programmes de transferts monétaires destinés aux personnes vulnérables, tout en réduisant leur segmentation, permettraient de consolider le redressement du marché du travail et d'améliorer l'équité.



Extrait de :

## OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Chili », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/4014383c-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.